

Prison

Page 3

Shultz Assassiné

L'ancien dictateur, le Commandant Shultz a été assassiné dans sa cellule pendant la nuit du 26. Plusieurs pistes sont envisagées, mais l'enquête ne semble pas encore très avancée.

Grippe A

Page 4

Psychose grippale

La grippe n'en finit pas de créer la polémique, du point de vu de la gestion faites par les autorités, aussi bien que de l'affolement médiatique qui y répond.

Le Spontané



Hebdomadaire - Mercredi 11 novembre 2009 - n°1

Il y a **20 ans**

Liberté

Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin s'effondre sous la pression de la foule berlinoise. Un événement symbolique qui aboutira deux ans plus tard à la chute de l'URSS.



Édito

Putain, 20 ans ...

« Heureux événement ? Non ; Événement important ? Oui » résume Gorbatchev, qui enchaîne les interviews, les accordant à qui le demande. A croire que c'est bien lui, le véritable vainqueur de ce spectaculaire délitement d'une des deux plus grande puissance de ce siècle. Et le voilà qui pavane sur la scène médiatique, profitant de son incroyable popularité, non seulement auprès des russes, mais aussi du monde, pour s'afficher en bon perdant, trop humaniste pour sauvgarder l'Empire dont il avait la charge. Et à côté des Staline et autres Brejnev, il s'impose sans contexte comme le dirigeant préféré de l'URSS. Et on comprends facilement pourquoi. Son projet de réforme du système



communiste, premières libertés individuelles pour un peuple opprimé depuis soixante-dix ans, non-intervention dans les pays satellites de l'URSS jusqu'à là tenus en laisse par la poingne de fer soviétique, ... On a du mal à croire que le brillant Gorbatchev,

réussissant à faire plier le komintern à son discours progressiste ai cru que le vétuste modèle soviétique résiste à cet véritable assault révolutionnaire. On ne peut que se prendre d'affection pour ce bon vivant utopiste et peut être un peu fou. Du moins c'est l'image qu'il cherche à nous donner. Mais de là à le sanctifier ? C'est pourtant le processus qui s'engage, et l'on a la vague impression que sa mort sera marquée par les mêmes hommages grotesques que ceux rendus à Boris Elstine. « Au pays des aveugles les borgnes sont rois », le dicton pourrait bien résumer la situation. Un dictateur élevé au rang de héros de la démocratie et de la liberté n'a rien de banal, et c'est pourtant la pilule que le discours ambiant veut nous faire avaler.

Mais ne soyons pas bougons. Ce 9 novembre reste et restera un jour de fête. Bien que, il faudra supporter patiemment le pitoyable discours des intellectuels myopes et amnésiques nous contant la « fin de l'Histoire ». En réalité, il ne s'agit que de leur propre fin, celle de la peur du rouge. Ce 9 novembre n'est pas la victoire du capitalisme, mais la défaite du communisme autoritaire, de même que Stalingrad n'est pas la consécration de Staline, mais la débâcle d'Hitler. Que cette date et ce souvenir soit dignement fêté, et laissons le libéralisme s'éblouir de son « triomphe », il n'en verra d'autant moins venir la subversion.

Meurtre à la prison centrale **Shultz assassiné**

Le Commandant Shultz a été assassiné dans la nuit du 26 octobre. Son corps a été retrouvé attaché. L'enquête piétine.



C'est au matin du 27 octobre que le corps sans vie de Shultz a été retrouvé par les gardiens pendant la traditionnelle visite matinale. L'ex dictateur n'est apparemment pas mort paisiblement. La thèse de l'empoisonnement a en effet été très vite écarté. Un liquide fortement irritant aurait été versé dans ses yeux. Pas de quoi tuer un homme selon les spécialistes, mais la souffrance que de telles pratiques provoquent en font une technique très appréciée par les professionnelles de la torture. Selon la police scientifique, le liquide aurait été versé avant la mort de la victime. De plus, des petites lamelles de bambous taillées ont été retrouvés sous les ongles du Commandant Shultz. La thèse du suicide semble par là totalement écartée.

Deux options principales semblent se détacher. Il pourrait s'agir d'une vengeance, d'un ancien résistant profitant de l'actuel vulnérabilité du dictateur. Mais la thèse privilégié reste celle d'un des anciens amis du Commandant. Chaque dictature, aussi brève soit elle, laisse des traces et tous les anciens collaborateurs ne peuvent être arrêtés. Un réseau pourrait bien encore exister. On se chargerait donc d'éliminer les éléments importants et en sachant trop. En l'occurrence Shultz passé dans les mains de l'ennemi, pourrait décider de balancer des noms. Rien de plus angoissants pour certains.

Motivations imprécises

Mais alors pourquoi l'avoir torturé ? On comprend mal les motivations d'une

telle barbarie. Si le meurtre fut commandité pour protéger les derniers rescapés de l'ancienne dictature, on doute d'un tel manque de professionnalisme. La victime aurait pu crier ou se débattre, alertant les gardiens, et mettant la police sur la voie du « réseau secret ». Mais peut être que le dictateur avait encore des informations à révéler à ses ex-compagnons ? Ou alors s'agissait il bien d'une vengeance pure et simple ?

Comment ?

Aucun intrus n'aurait pu se faufiler jusqu'en dans la prison de Shultz. Seul un prisonnier, connaissant parfaitement les lieux et ayant prit soin de préparer son coup longtemps à l'avance aurait pu être capable d'un tel exploit. Peut être pas de quoi s'inquiéter alors d'un réseau parallèle d'anciens fidèles de la dictature ? Rien n'est certains, et l'enquête pose pour le moment plus de question qu'elle n'en répond. Vigilance ! La démocratie reste fragile.

La sécurité en question

Les autorités mettent en cause les émeutes de la semaine du 25 qui auraient déstabilisait le système de sécurité de la Prison Centrale. On voit cependant mal comment de simples troubles, mêmes importants auraient puent avoir un réel impact sur le dispositif de surveillance de la prison. Et si le Commandant Shultz a été assassiné, il aurait aussi bien pu être libéré, provoquant des conséquences d'autant plus graves.

Le nouveau syndrome **Hypocondriaque**

Après les menaces terroristes, environnementales, migratoires, financières, économiques, c'est au tour de la grippe d'agiter la névrosé classe médiatique.

La grippe A, «A» signifiant qu'elle se transmet d'homme à homme, est issue d'une médiation porcine, de même que toutes les gripes pandémiques du passé. C'est au Mexique qu'un virus H1N1 fait sa réapparition courant Mars 2009 et provoque la panique des autorités locales. L'OMS annoncera plus de 200 cas mortels dans le pays avant de revoir son bilan à la baisse pour établir un total de 45 morts.

Inquiétudes ?

Malgré l'apparence bénigne du syndrome, on comprend facilement l'affolement des classes dirigeantes. Leur passivité lors de la propagation du virus du SIDA dans les années 80 avait provoqué la chute de nombreuses têtes, jusque dans les hautes sphères du pouvoir. La professionnalisation galopante du politique ne permet plus la moindre erreur. C'est dans ce cadre que fut traitée la grippe A. La faible connaissance du virus a laissé place à une série de fantasmes. Selon l'OMS, c'est le risque de mutation qui constitue le principal danger, alors qu'aucune raison particulière ne laisse présager un tel scénario. La forte propension des jeunes à contracter le virus a été interprétée comme une agressivité anormalement élevé du H1N1 chez des sujets dits « forts », alors que toutes les analyses concordent pour établir que le virus n'étant pas nouveau, les plus âgés sont immunisés alors que les jeunes sont plus sensibles à un virus qu'ils n'ont jamais rencontrés.

L'exemple néo-zélandais

La Nouvelle-Zélande a offert un exemple criant de la gravité modéré du virus



L'OMS s'est inquiété du fort taux de contamination de la grippe A chez les jeunes sujets.

H1N1.

L'île océanique propose des conditions de vies très semblables à celles des pays riches et a connu en Juillet-Août un hiver austral en théorie très favorable à la prolifération de la grippe A. Le constat est sans appel : 16 décès liés au virus H1N1 pour 480 000 infections. Soit 1 décès sur 30 000 infections. Ou encore un taux létal de 0,003%. Vertigineux !

Les décès sur des personnes jeunes et en bonnes santé furent exceptionnels, et le plus souvent liés à des complications ultérieures. Le facteur de risque de ces mêmes complications est apparu

bien moins important que pour la grippe saisonnière. La Nouvelle-Zélande peu habitué aux grandes épidémies possède un nombre très limité de lits de soin intensif. Mais au pic de l'épidémie seulement un quart d'entre eux ont été occupés. Les médecins généralistes n'ont quasiment pas été contactés par la population. En Australie on a constaté seulement 25 syndromes grippaux pour 1000 consultations.

L'industrie pharmaceutique gagne le gros lot.

L'OMS estime à plus d'un milliard le nombre de vaccins commandés dans le

monde. Les pays se sont livrés à une véritable enchère, en particulier en Allemagne, à l'époque en pleine période électorale. Il s'agissait pour les landers de commander le plus de vaccins possibles pour grimper dans les sondages. Mais aucun pays n'a réussi à égaler la magnifique subvention accordé par la France aux laboratoires pharmaceutiques : 90 millions de vaccins, censés se présenter sous forme multidoses, mais qui semblent en réalité tout aussi efficace en forme unidoses ...

Mais pourquoi tous ces vaccins commandés ?

Au delà de la mascarade électorale à laquelle les professionnels politiques s'abandonnent, c'est l'OMS qui en déclarant la pandémie, a obligé implicitement les pays à s'engager dans une prévention massive. Mais qui décide de déclarer une pandémie ? Le conseil

“ Le lobby le plus puissant à l'OMS dépend de Baxter, un laboratoire pharmaceutique qui avait déposé l'année dernière un brevet sur un vaccin contre le virus H1N1 ”

de l'OMS. Et qui compose ce conseil ? Des médecins, dont la plupart sont membres d'industries pharmaceutiques. Pas besoin de chercher bien loin. Le lobby le plus puissant de l'organisation dépend de Baxter, un des plus gros laboratoires privés aux Etats-Unis qui avait déposé il y a un an un brevet sur un vaccin contre ... le virus H1N1. C'est ce vaccin qui est actuellement produit, d'où des retombés économiques très importantes pour Baxter.

En France, le comité chargé de l'étude du virus H1N1 est financé à 100% par 3 laboratoires pharmaceutiques, produisant le vaccin. Ce comité n'a certes qu'un rôle consultatif, mais on peine à douter de son pouvoir quand on sait que les décisionnaires de la campagne

de vaccination sont pour la plupart des bureaucrates ou parlementaires ne comprenant rien au sujet, et donc se référant à la seule source d'information qu'on leur propose. La ministre de la santé elle-même n'a pas un passé étranger à la médecine. Elle fut en effet responsable en communication d'un important laboratoire pharmaceutique français. Pas de quoi l'accusé de condescendance, mais pas de quoi non plus éviter toute suspicion.

Le vaccin pourrait être dangereux

Le nouveau virus H1N1 étant connu depuis peu, les vaccins ont dû être conçus le plus rapidement possible. Choix logique dans le cas d'une épidémie dangereuse et imminente, non adapté dans la situation actuelle. En effet les différents vaccins n'ont pu être testés correctement. On ne connaît pas encore la totalité des effets secondaires qui pourraient se révéler dangereux pour certaines populations. La campagne de vaccination indiscriminée pourrait avoir de

très graves conséquences. Plusieurs adjuvants ont prouvés leur inefficacité et continuent à être utilisés par les laboratoires pharmaceutiques. D'autres encore s'avèrent dangereux, alors qu'ils sont facilement remplaçables. Aucune étude épidémiologique n'a été réalisée sur les populations à risques (femmes enceintes, nourrissons, ..), et aucune n'est en cours de réalisation. La vaccin serait-il plus dangereux que la grippe A ? Peut-être !

L'Etat en reconquête

La crise économique a révélé à de nombreux individus l'inefficacité totale de l'Etat. Il s'agissait alors aux politiques d'expliquer à la population qu'elle ne pouvait se passer d'eux. Une menace

Mort de Scorpio

C'est sur son blog que le journaliste Sergio Morales aurait émis une thèse tout à fait crédible sur la mort de l'ex-président Scorpio. Selon les experts questionnés, la version d'un missile touchant l'avion depuis le ciel est fortement plausible.

Le journaliste révèle également les nombreuses imperfections de l'enquête, bâclée par la police.

Le gouvernement ne s'est pas exprimé à ce sujet.

terroriste aurait fait l'affaire, mais la grippe A proposait un cadre tout aussi propice à la démagogie étatique. Ce dernier vole donc au secours d'une population menacée par une terrible grippe (plusieurs dizaines de morts de par le monde !). L'armée trouve enfin quelque chose à faire. Elle s'en charge avec zèle, escortant pitoyablement des chargements de vaccins à travers la France. Aux Etats-Unis l'administration Obama fait jouer les lois d'exception pour déployer les forces armées fédérales sur tout le territoire. Un coût monstrueux pour une opération inutile.

En Ukraine où la campagne électorale bat son plein, la crise sanitaire passe au premier plan. Le débat opposant les principaux candidats c'est concentré sur ce sujet. « S'il vous plaît, mettez un masque dans les transports en commun, au travail, à la maison. Si vous pouvez coudre un masque pour vous-mêmes, vos enfants, voisins ou amis, ce sera une très grande aide au pays » a annoncé la candidate favorite à l'élection.

En Egypte, plusieurs dizaines de milliers de porcs, pourtant sans rapport avec la grippe « A » (ils ne peuvent pas la transmettre à l'homme), ont été abattus. Une nouvelle excuse trouvée par le gouvernement égyptien pour opprimer encore un peu plus la minorité chrétienne..

Émile Kiorpo

Nouveau point Godwin Pédophilie et cie

Les récentes agressions pédophiles ont agité fortement la vitrine médiatique. Des propos venus d'un autre temps y furent développés, comme si la société décadente chercher des justifications à sa propre barbarie.

Dans la grande majorité des cas, l'abus sexuel envers un mineur est réalisé par un proche de celui-ci. On imagine mal comment éviter un débordement de ce type, si ce n'est en isolant l'enfant dans une bulle : une réforme pas encore au goût du jour. Mais voilà EDVIGE revient, et il faut justifier tout ça. Qui de mieux comme bouc-émissaire que le pédophile, homme pervers, fou et violent selon les médias. Ne répondant qu'à des pulsions incontrôlables, il peut être partout, et son action n'est pas prévisible. Dans un monde où l'individu planifie son existence comme celle d'une entreprise, on comprend

facilement pourquoi l'imprévu, surtout dans ce domaine, est particulièrement mal vécu. Une affaire pédophile relève donc un quelconque attentat au Pakistan en seconde partie des JT. Car le terrorisme ne vend plus très bien, depuis que Al-Qaida s'est calmé. Le fait divers a cette qualité qu'il touche tout le monde, et ce au plus profond de chacun. Comment ne pas se prendre de pitié devant une gamine kidnappée sur le chemin de l'école. Les télévisions passent du temps à décortiquer chaque aspect de la vie de la victime, donnant la parole à ses proches, forcément vendeurs après la mort de l'être aimé. Les médias se font donc les portes paroles de l'absurde et du spectacle. Chacun y va de son petit mot « faut leur couper les couilles » « pourquoi pas la peine de mort », ... Et les petits politiciens charognards sautent sur l'occasion, pour « soutenir la famille de la victime ». Et si quelqu'un ose relativiser l'importance de l'agression, on lui rappelle qu'il ne « comprend pas la douleur de la famille ».

Deux poids deux mesures ?

Chez nos voisins français, quand la délinquance a explosé en 2001, c'est le gouvernement qui était montré du doigt. Mais à présent que la droite est au pouvoir, toute violation des lois est attribuée à un laxisme de la justice, qui se retrouve seule au banc des accusés. Le traditionnel « cette fois on va sévir » s'accompagne de tout un discours démagogique et sans intérêt. Mais plus encore que pour les autres crimes, le récidivisme est dû au laxisme. Ainsi,

pour une raison inconnue de tous, commettre une agression sexuelle sur un enfant ne serait pas pardonnable, alors que certains dignitaires nazis n'avaient écopés que de 10 ans de prisons.

Mesures extrémistes

C'est le contrôle policier qui semble par ces affaires remis au goût du jour. Il aurait fallu que le voisinage connaisse la passé du criminel. On imagine que la réinsertion aurait été des plus faciles ... L'affaire est certes douloureuse quand on se voit victime de récidiviste, mais peut-on au nom de quelques rares cas, condamner des centaines d'ex-criminels, parfaitement réinsérés au désert social ? Mieux vaudrait les tuer, car dans ce cas (exemple états-unien) on peut être à peu près sûr que le criminel recommencera bien !

Divers mobiles

La situation sociale des pédophiles est rarement originale. La plupart des enfants battus ou orphelins, victimes eux-mêmes d'abus sexuels, leur éducation fut bâclée. Ils se retrouvent à 40 ans sans travail, sans famille et sans amis. Une reconnaissance sociale nulle, pourtant dûe par la société. A l'ère de l'excitation médiatique, le « méchant » dispose d'un boulevard pour accéder à ce qui peut être considéré comme de la réussite par des individus sans repères. Un acte de ce genre permet de passer sur toutes les chaînes de télévision, d'être en premières pages des plus importants et sérieux journaux de France. De quoi plaire à plus d'un.

Point Godwin

Le point Godwin est attribué à l'individu qualifiant son adversaire de nazi, sans raison objective dans le but de le discréditer. Les politiciens se servent de la pédophilie de la même manière. Il est rétorqué à la population que le fichage et autre surveillance nuisible permet de débusquer les pédophiles. L'enfant qui rencontre dans les sociétés occidentales un fétichisme religieux est considéré comme une victime potentielle et perpétuelle. La surveillance de l'ensemble de la société permet donc d'éviter un regrettable événement, au prix de priver l'individu de liberté. Car « on ne va pas laisser nos enfants se faire violer ».

Dossier

Un Mur qui tombe



De la chute du Mur ...

A la chute de l'Empire

Si la chute du Mur marque un événement symbolique important, elle fut aussi un des déclencheurs du délitement spectaculaire d'un régime à bout de souffle depuis bien longtemps.

En 1985, Gorbatchev met en place le Glasnost (transparence en russe), une série de lois accordant la liberté d'expression au sein de l'URSS, mais aussi la possibilité aux journalistes étrangers de venir enquêter dans la pays. Une réforme qui précipitera la fin de l'Empire soviétique.

Economie affaiblit

L'économie russe, totalement dépassé par la tertiarisation que connaissait l'occident subsistait grâce à de nombreuses ressources naturelles, en particulier le pétrole qui lui donnait d'importantes possibilités géostratégiques.

Mais le choix de l'Arabie Saoudite, allié des États-Unis, d'ouvrir les « robinets » entre 1983 et 1984 provoqua une très grave crise dans un pays déjà au bord de la faillite. La tentative de réforme économique de Gorbatchev semblait voué à l'échec.

Réformes politiques

Mais sur le plan politique, une seconde révolution se produisit. Dès 1989 de nombreux pays satellites décident grâce à l'accord de l'URSS d'organiser des élections libres. Les partis communistes sont largement battus malgré quelques trucages électoral de la part des conservateurs du parti. En Hongrie

le multi-partisme est même proféré et la révolution de Budapest réhabilité.

La Chute symbolique

Le 9 novembre 1989, les frontières s'ouvrent entre la RFA et RDA. Des milliers de berlinois se précipitent alors le long du mur, et l'attaque avec toutes sortent d'outils de leur possession. La frontière entre les deux allemandes est physiquement détruite. Eric Honecker contraint à la démission quelques jours plus tôt ne comprend toujours rien à la situation. D'ailleurs l'occident est également dépassé. La chaos est total et les puissants ne veulent voir là qu'une anecdote. Une fois de plus les plans



Gorbatchev, principal artisan de la tentative de réforme sociétiqu.



Dernier discours de Ceaucescu sur la chaîne nationale de la dictature.

des bureaucrates sont chamboulés par la spontanéité du peuple.

Point final

La réunification entre les deux Allemagnes se fera rapidement, mettant un point finale à la guerre froide. Gorbatchev n'y croit plus et il se presse de recrédibiliser sa personne et le PC avant l'effondrement total qu'il sait proche. Malgré un putsch raté de la part des conservateurs du parti, Gorbatchev est contraint à la démission par Elstine, Président de Russie. Le 26 décembre 1991, les Républiques Soviétiques constatent que l'URSS n'existe plus. L'Empire est tombé.

Diverses transitions

Les pays satellites connurent des destins différents. Si en Hongrie, République Tchèque, Pologne, Pays Baltes, la transition se déroula relativement bien, la Roumanie connut un dénouement

douloureux. Le sanguinaire dictateur conservateur Ceaucescu réprime par l'armée la moindre protestation. Mais petit à petit, le Parti Communiste qui comprend les événements européens se détache de son Premier Secrétaire. Selon certains, c'est Gorbatchev lui-même qui aurait ordonné à l'armée de lâcher le dictateur. Isolé et trahit, il s'enfuit avec sa femme devant la pression de la foule. Il sera arrêté le 25 décembre et mis à mort à la suite d'un simulacre de procès où lui sera reproché d'inexistants crimes.

Il est inutile de chercher une quelconque raison à la chute de l'URSS autre que celle du peuple. C'est son action totale qui a mis fin à un des pires régimes totalitaires du XXe siècle. Le triomphalisme occidentale n'est qu'une façade. Seule la liberté sort grandit de ce combat.

Chronologie 1989

19 janvier : Honecker «Dans cinquante ou cent ans le Mur sera toujours là».

8 mars : changement de la constitution hongroise : le président de la République est élu au suffrage universel libre

3 mai : une action symbolique conjointe du président hongrois et autrichien démantelant le rideau de fer.

16 juin : obsèques publics d'Imre Nagy en Hongrie, rassemblant une foule considérable.

25 juin : élections en Pologne. Le parti communiste est grand perdant d'un suffrage pourtant semi-libre.

11 septembre : ouverture de la frontière austro-hongroise. Des milliers d'allemand de la RDA en profitent.

Résistance anarchiste

Au coeur de l'URSS

Partout où règne l'autorité totalitaire d'un État, une vermine se développe. On l'appelle par différents noms : canailles, brigands, malfaiteurs, terroristes, racailles, casseurs, ... Ces amoureux de la liberté se nomment entre eux anarchistes, ou communistes libertaires. L'histoire les oublie, et quand un mur tombe, on ne veut voir qu'un seul vainqueur. Pourtant, ils étaient bien là.

En 1917, l'autorité tsariste est ébranlée partout en Russie.

A Pétrograd surtout, où les marins de la petite ville de Kronstadt aident un des nombreux partis socialiste de Russie, le parti bolchévique, à renverser l'armée. La Commune de Kronstadt est déclarée. Elle durera quatre ans. Des comités et des soviets sont organisés, la propriété privée est abolie et le communisme déclaré. L'Union des Agriculteurs de Kronstadt s'organise. Les ouvriers décident par l'intermédiaire des soviets des politiques à mener. Chacun est affilié à une unité productive où il travaille selon son bon vouloir. Les outils sont distribués en fonction des besoins par la confédération de la ville. Les soviets appliquent la démocratie directe : la liberté d'expression est totale. Socialistes de gauche et anarchistes s'organisent également militairement pour résister à la campagne blanche. Des petits groupes de soldats sont créés, pour assister la campagne bolchévique.

La dictature en route

Mais très vite, Lénine, social-démocrate reconvertisseur, s'aperçoit de sa puissance. Lui prend alors une folie centralisatrice. Comme Marx en son temps il décide de tout contrôler, d'assister les soviets. En réponse à ce mouvement, l'extrême gauche et les anarchistes se soulèvent. Partout dans le pays, des Gardes Noirs répondent aux Gardes Rouges. A Moscou, le parti bolchévique fait interdire les journaux



L'anarchiste Nestor Makhno et ses hommes en Ukraine, avant une campagne

anarchistes, prétextant des activités illicites et mafieuses de ces dernières. Accusations infondées et fausses, ordinairement accordées aux socialistes par tout pouvoir de type bourgeois. Le parti bolchévique contrôle les soviets des grandes villes, puis des campagnes. A Moscou, des 700 soviets de janvier 1918, n'en reste plus que 16 à la fin de la guerre civile, en 1920. De violents affrontements éclatent dans les rues de Moscou et de Pétrograd, et une répression sanglante s'abat sur les communistes libertaires. Une police secrète s'emploie aux mêmes basses activités que l'ancien régime tsariste.

Les bolchéviques ont prié le pouvoir, la contre-révolution a vaincu.

Premier État totalitaire

Partout dans le pays, les grèves sont interdites. Les campagnes subissent une série de collectivisations forcées, provoquant une forte réticence de la part de paysans incultes, trop longtemps exploités et aspirant à la propriété. Dans les villes, les ouvriers sont brimés. La répression s'abat contre la gauche non bolchévique. Les journaux sont interdits et des comités de censure se créent un peu partout. Bien sûr, comme tout régime fasciste et totalitaire les justifi-

cations sont simples : il faut préserver l'ordre, au nom du dieu suprême, en l'occurrence le prolétariat, censé être représenté par le parti bolchevique qui n'a plus d'ouvrier que le nom.

Ukraine libertaire

C'est un Ukraine que la résistance prend forme. Les armées de Makhno chassent dans un premier temps les Austro-Allemands, entrés dans ce territoire livré par Trotsky. Denikin, ancien prince tsariste profite de l'occasion pour attaquer l'armée noire épuisée. Pourtant la résistance populaire ukrainienne fera échouer tous ces plans. Le communisme libertaire est déclaré en Ukraine, les paysans jouissent de la collectivité pour s'organiser, se fournir en outil et en semences. Mais très vite les bolcheviques sont irrités qu'une réelle expérience communiste se produise à leur frontière. L'Armée Rouge écrase donc les troupes makhnochistes, et par vengeance organisera une famine de type génocidaire en Ukraine. La réaction a encore gagné.

Chute de Kronstadt

C'est à Kronstadt que le dernier bastion libertaire survit. La gauche et les anarchistes se sentent menacés. L'attitude centralisatrice des bolcheviques finit par les irriter. Ils demandent alors aux bolcheviques une plus grande autonomie, et la liberté d'expression. Le régime bolchevique, débarrassé de la menace blanche et social-démocrate concentre toutes ces forces contre cet ultime résistance. Encore une fois, une série d'accusations fantasmagoriques sont évoqués. Kronstadt abriterait des

Chanson anarchiste -1921

A bas le marxisme, à bas la république des soviets,
A bas la cellule des bolchevicks.

Nous croyons fermement à la violence,

A la solidarité de nos chansons et nos baïonnettes.

A bas, à bas murmurent les forêts et les steppes,

Nous briserons les chaînes du communisme

Et ce sera notre dernier combat.

terroristes et des bourgeois. La ville est quasiment rasée, des milliers de gauchistes et d'anarchistes déportés en Sibérie.

Résistance interne

Mais la résistance ne s'arrête pas là. Si on peut dater aux années 30 la disparition de la vieille génération anarchiste, de nouveaux groupes, parfois violents seront créés dans les années 50. Le KGB prendra cette menace tout à fait au sérieux, éliminant systématiquement la moindre résistance communiste. Les auteurs socialistes Bakounine et Kropotkine seront censurés, l'anarchisme puni de mort, et le soviétisme passible de goulag. Le moindre tracté communiste est interdit. L'apologie et le culte du nationalisme devient centrale dans un état qui n'a plus rien de socialiste. Les PC du monde seront muselés, et une révision constante de l'histoire appliquée par les « spécialistes » bolcheviques.

Dans les pays satellites

Dans les pays satellites de l'URSS, les noyaux anarchistes n'ont jamais été totalement écrasés. Dans les pays Baltes, une radio libertaire émettra jusqu'à la chute de l'URSS, diffusant de la propagande, grâce à des soutiens en Suède, et organisant les activités subversives. En 1956 éclate en Hongrie une véritable Révolution anti-bolchévique. De nouveaux soviets sont proclamés, l'activité intellectuelle est bouillonnante et l'espoir s'empare de l'ensemble de la population. Les chars soviétiques entrent alors en action pour mater une « révolte d'agitateurs ». Prague 1968 verra de nombreux mouvements libertaires se développer en marge de la contestation globale. Suite à l'écrasement de la révolte, ils profiteront du chaos ambiant pour se fournir en armes et explosifs.

L'URSS a eu la particularité d'abriter en son sein une résistance peu importante. Si la nature du régime ne permit pas de véritables organisations révolutionnaires, la gauche et les anarchistes furent la seule entité politique subversive. Ils sont donc les véritables tombeurs de Mur.

Emile Kiorpo

Revendications de Kronstadt :

* I. Organiser immédiatement des réélections aux soviets avec vote secret et en ayant soin d'organiser une libre propagande électorale pour tous les ouvriers et paysans, vu que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans ;

* II. Accorder la liberté de la parole et de la presse pour les ouvriers et les paysans, pour les anarchistes et les partis socialistes de gauche ;

* III. Donner la liberté de réunion et la liberté d'association aux organisations syndicales et paysannes ;

* IV. Organiser, pour le 10 mars 1921 au plus tard, une conférence sans-parti des ouvriers, soldats rouges et matelots de Péetrograd, de Kronstadt et du district de Péetrograd ;

* V. Libérer tous les prisonniers politiques appartenant aux partis socialistes, ainsi que tous les ouvriers et paysans, soldats rouges et marins emprisonnés pour des faits en rapport avec des mouvements ouvriers et paysans ;

* VI. Élire une commission pour la révision des cas de ceux qui sont détenus dans les prisons ou les camps de concentration ;

* VII. Supprimer tous les « politotdiel », car aucun parti ne peut avoir de privilèges pour la propagande de ses idées ni recevoir de l'État des ressources dans ce but. A leur place, il doit être créé des commissions culturelles élues, auxquelles les ressources doivent être fournies par l'État ;

* IX. Fournir, à tous les travailleurs une ration égale, à l'exception de ceux des métiers insalubres qui pourront avoir une ration supérieure ;

* XI. Donner aux paysans le droit de travailler leurs terres comme ils le désirent, ainsi que celui d'avoir du bétail, mais tout cela par leur propre travail, sans aucun emploi de travail salarié ;

* XIII. Exiger qu'on donne dans la presse une large publicité à toutes les résolutions ;

* XIV. Désigner un bureau mobile de contrôle ;

* XV. Autoriser la production artisanale libre, sans emploi de travail salarié.

Document :

La lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme



Otto Rühle

*Document de
1939*

Il faut placer la Russie au premier rang des nouveaux États totalitaires. Elle a été la première à adopter le nouveau principe d'État. C'est elle qui a poussé le plus loin son application. Elle a été la première à établir une dictature constitutionnelle, avec le système de terreur politique et administrative qui l'accompagne. Adoptant toutes les caractéristiques de l'État totalitaire, elle devint ainsi le modèle pour tous les pays contraints à renoncer au système démocratique pour se tourner vers la dictature. La Russie a servi d'exemple au fascisme.

Il ne s'agit là nullement d'un accident ni d'une mauvaise plaisanterie de l'histoire. La similitude des systèmes, loin de n'être qu'apparente, est ici réelle. Tout montre que nous avons affaire à des expressions et des conséquences de principes identiques appliqués à des niveaux différents de développement historique et politique. Que cela plaise

ou non aux partis « communistes », le fait est que l'État, comme la manière de gouverner en Russie, ne diffèrent en rien de ceux de l'Italie et de l'Allemagne. Ils sont fondamentalement similaires. On peut parler d'un « État soviétique » rouge, noir ou brun, aussi bien que d'un fascisme rouge, noir ou brun. Même s'il existe entre ces pays certaines différences idéologiques, l'idéologie ne joue jamais un rôle déterminant. De plus, les idéologies sont changeantes et de tels changements ne revêtent pas forcément le caractère et les fonctions de l'appareil d'État. En outre, le maintien de la propriété privée en Allemagne et en Italie n'est qu'une modification secondaire. L'abolition de la propriété privée à elle seule ne garantit pas le socialisme. La propriété privée peut aussi être abolie dans le cadre du capitalisme. Ce qui détermine en fait une société socialiste, c'est, outre l'abolition de la propriété privée des moyens de production, la gestion par les ouvriers des produits de leur

travail et la fin du salariat. Pas plus en Russie qu'en Italie ou en Allemagne ces deux conditions ne sont remplies. Bien que, d'après certains, la Russie soit plus proche du socialisme que les autres pays, il ne s'ensuit pas que son « État soviétique » ait aidé le prolétariat international à se rapprocher de ses objectifs de classe. Au contraire, parce que la Russie se fait appeler un État socialiste, elle trompe les travailleurs du monde entier. L'ouvrier conscient sait ce qu'est le fascisme, et il le combat; mais en ce qui concerne la Russie, il est trop souvent enclin à accepter le mythe de sa nature socialiste. Cette illusion retarde la rupture complète et résolue avec le fascisme, parce qu'elle entrave la lutte principale contre les causes, les conditions et les circonstances qui — en Russie comme en Allemagne ou en Italie — ont conduit au même système d'État et de gouvernement. Ainsi le mythe russe se transforme en arme idéologique de la contre-révolution.

Dès le début Lénine concevait le bolchevisme comme un phénomène purement russe. Au cours de ses nombreuses années d'activité politique, il ne tenta jamais de hisser le système bolchevique au niveau des formes de lutte utilisées dans les autres pays. C'était un social-démocrate, pour qui Bebel et Kautsky restaient les leaders géniaux de la classe ouvrière, et il ignorait l'aile gauche du mouvement socialiste allemand qui s'opposait précisément aux héros de Lénine et à tous les opportunistes. Ignorant cette gauche, il resta donc isolé, entouré par un petit groupe d'émigrés russes, et il demeura sous l'influence de Kautsky alors même que la « gauche » allemande, dirigée par Rosa Luxemburg, était déjà engagée dans la lutte ouverte contre le kautskysme.

La Russie était la seule préoccupation

de Lénine. Son objectif était de mettre fin au système féodal tsariste et de conquérir le maximum d'influence politique pour son parti social-démocrate dans le cadre de la société bourgeoise. Cependant, la force de la Révolution de 1917 mena Lénine bien au-delà de ses objectifs présumés et le parti bolchevique accéda au pouvoir sur toute la Russie. Cependant, ce parti savait qu'il ne pouvait rester au pouvoir et faire avancer le processus de socialisation qu'à la condition d'arriver à déclencher la révolution prolétarienne mondiale. Mais son activité dans ce domaine eut des résultats plutôt malheureux. En contribuant à renvoyer les ouvriers allemands dans les partis, les syndicats, le parlement, et à détruire le mouvement des conseils allemands, les bolcheviks prêtèrent main forte à l'écrasement de la révolution européenne naissante.

Le parti bolchevique, formé de révolutionnaires professionnels et de larges masses arriérées, restait isolé. Il ne pouvait pas développer un véritable système soviétique pendant les années de guerre civile, d'interventions étrangères, de déclin économique, d'échecs dans les tentatives de socialisation, et de mise sur pied d'une Armée Rouge improvisée. Quoique les soviets, développés par les mencheviks, soient étrangers au schéma bolchevique, c'est pourtant grâce à eux que les bolcheviks arrivèrent au pouvoir. Une fois la stabilisation du pouvoir assurée et le processus de reconstruction économique entamé, le parti bolchevique ne savait plus comment coordonner le système des soviets, qui n'était pas le sien, avec ses propres activités et ses décisions. Toutefois, réaliser le socialisme était aussi le désir des bolcheviks, et cela nécessitait l'intervention du prolétariat mondial.

Pour Lénine, il était essentiel de gagner les prolétaires du monde aux méthodes bolcheviques. Il était donc très gênant de constater que les ouvriers des autres pays, en dépit du grand triomphe obtenu par le bolchevisme, montraient peu d'inclination pour sa théorie et sa pratique, mais étaient plutôt attirés par le mouvement des conseils, qui apparaissaient alors dans plusieurs pays et

particulièrement en Allemagne.

Le parti bolchevique, originellement section social-démocrate Russe de la IIe Internationale, se constitua non en Russie, mais dans l'émigration. Après la scission de Londres en 1903, l'aile bolchevique de la social-démocratie russe se réduisit à une secte confidentielle. Les « masses » qui l'appuyaient n'existaient que dans le cerveau de ses chefs. Toutefois, cette petite avant-garde était une organisation strictement disciplinée, toujours prête pour les luttes militantes et soumise à des purges continues pour maintenir son intégrité. Le Parti était considéré comme l'académie militaire des révolutionnaires professionnels. Ses principes pédagogiques marquants étaient l'autorité indiscutée du chef, un centralisme rigide, une discipline de fer, le conformisme, le militarisme et le sacrifice de la personnalité aux intérêts du Parti. Ce que Lénine développait en réalité, c'était une élite d'intellectuels, un noyau qui, jeté dans la révolution, s'emparerait de la direction et se chargerait du pouvoir. Il est inutile de chercher à déterminer logiquement et abstraitement si une telle préparation à la révolution est juste ou erronée. Le problème doit se résoudre dialectiquement. Il faut soulever d'abord d'autres questions : quelle sorte de révolution était en gestation? quel en était le but? Le Parti de Lénine travaillait, dans le cadre de la révolution bourgeoise tardive en Russie, au renversement du régime féodal tsariste. Dans ce type de révolution, plus la volonté du parti dirigeant est centraliser et orientée vers un seul but, plus aussi le processus de formation de l'État bourgeois a des chances de succès, plus aussi la position du prolétariat dans le cadre du nouvel État sera prometteuse. Toutefois ce qu'on peut considérer comme une heureuse solution des problèmes révolutionnaires dans une révolution bourgeoise ne peut pas passer en même temps pour la solution des problèmes de la révolution prolétarienne. La différence structurelle fondamentale entre la société bourgeoise et la nouvelle société socialiste exclut une telle ambivalence.

Selon la méthode révolutionnaire de Lénine, les chefs sont le cerveau des masses. Possédant l'éducation révolutionnaire appropriée, ils sont à même d'apprécier les situations et de commander les forces combattantes. Ils sont des révolutionnaires professionnels, les généraux de la grande armée civile. Cette distinction entre le cerveau et le corps, entre les intellectuels et les masses, les officiers et les simples soldats, correspond à la dualité de la société, de classe, à l'ordre social bourgeois. Une classe est dressée à commander, l'autre à obéir. C'est de cette vieille formule de classe que sortit la conception léniniste du Parti. Son organisation n'est qu'une simple réplique de la réalité bourgeoise. Sa révolution est objectivement déterminée par les mêmes forces qui créent l'ordre social bourgeois, abstraction faite des buts subjectifs qui accompagnent ce processus.

La position de Lénine sur la question du parlementarisme n'est qu'une preuve supplémentaire de son incapacité à comprendre les nécessités et les caractéristiques fondamentales de la révolution prolétarienne. Sa révolution est entièrement bourgeoise; c'est une lutte pour conquérir la majorité, pour s'assurer les positions gouvernementales et mettre la main sur l'appareil législatif. Il estimait réellement important de gagner autant de votes que possible lors des campagnes électorales, d'avoir une puissante fraction bolchevique dans les parlements, de contribuer à déterminer la forme et le contenu de la législation, de participer à la direction politique. Il ne remarquait pas du tout que de nos jours le parlementarisme n'est qu'un simple bluff, un trompe-l'œil, et que le véritable pouvoir de la société bourgeoise se situe dans des sphères tout à fait différentes; que, malgré toutes les défaites parlementaires possibles, la bourgeoisie détiendrait encore des moyens suffisants d'imposer sa volonté et ses intérêts dans les secteurs non parlementaires. Lénine ne voyait pas les effets démoralisants du parlementarisme sur les masses, il ne remarquait pas l'effet débilant de la corruption parlementaire sur la morale publique. Les politiciens parlementaires cor-

rompus craignaient pour leur revenu. Il y eut une époque, dans l'Allemagne préfasciste, où les réactionnaires pouvaient faire passer au parlement n'importe quelle loi en menaçant simplement de provoquer sa dissolution. Quoi de plus terrible pour les parlementaires qu'une telle menace qui impliquait la fin de leurs revenus faciles! Pour éviter cela, ils étaient prêts à tout. Et en va-t-il autrement aujourd'hui en Allemagne, en Russie, en Italie? Les pantins parlementaires n'ont aucune opinion, aucune volonté, ils ne sont rien de plus que les serviteurs de leurs maîtres fascistes.

Aux yeux de Lénine, l'impérialisme était le plus grand ennemi du prolétariat mondial, et contre lui il fallait mobiliser toutes les forces. Mais Staline, en parfait léniniste, une fois de plus, est très occupé à mijoter une alliance avec l'impérialisme hitlérien. Est-il besoin d'exemples supplémentaires? L'expérience historique nous apprend que tous les compromis conclus entre la révolution et la contre-révolution ne peuvent profiter qu'à cette dernière. Toute politique de compromis est une politique de banqueroute pour le mouvement révolutionnaire. Ce qui avait débuté comme un simple compromis avec la social-démocratie allemande, a abouti à Hitler. Ce que Lénine justifiait comme un compromis nécessaire a abouti à Staline. En diagnostiquant comme « maladie infantile du communisme » le refus révolutionnaire des compromis, Lénine souffrait de la maladie sénile de l'opportunisme, du pseudo-communisme.

1. Le bolchevisme est une doctrine nationaliste. Conçue à l'origine essentiellement pour résoudre un problème national, elle se vit plus tard élevée au rang d'une théorie et d'une pratique de portée internationale, et d'une doctrine générale. Son caractère nationaliste est aussi mis en évidence par son soutien aux luttes d'indépendance nationale menées par les peuples assujettis.

2. Le bolchevisme est un système autoritaire. Le sommet de la pyramide sociale est le centre de décision déterminant. L'autorité est incarnée dans la personne toute-puissante. Dans le mythe du leader, l'idéal bourgeois de la personnalité trouve sa plus parfaite expression.

3. Organisationnellement, le bolchevisme est hautement centralisé. Le comité central détient la responsabilité de toute initiative, instruction ou ordre. Les dirigeants de l'organisation jouent le rôle de la bourgeoisie; l'unique rôle des ouvriers est d'obéir aux ordres.

4. Le bolchevisme est une conception activiste du pouvoir. Concerné exclusivement par la conquête du pouvoir politique, il ne se différencie pas des formes de domination bourgeoises traditionnelles. Au sein même de l'organisation, les membres ne jouissent pas de l'autodétermination. L'armée sert au Parti de modèle d'organisation.

5. Le bolchevisme est une dictature. Utilisant la force brutale et des méthodes terroristes, il oriente toutes ses fonctions vers l'élimination des institutions et des courants d'opinion non bolcheviques. Sa « dictature du prolétariat » est la dictature d'une bureaucratie ou d'une seule personne.

6. Le bolchevisme est une méthode mécaniste. L'ordre social qu'il vise est fondé sur la coordination automatique, la conformité obtenue par la technique et le totalitarisme le plus efficace. L'économie centralement « planifiée » réduit sciemment les questions socio-économiques à des problèmes technico-organisationnels.

7. La structure sociale du bolchevisme est de nature bourgeoise.

Il n'abolit nullement le système du salariat et il refuse l'appropriation par le prolétariat des produits de son travail. Ce faisant, il reste fondamentalement dans le cadre des relations de classes bourgeoises, et perpétue le capitalisme.

8. Le bolchevisme n'est un élément révolutionnaire que dans le cadre de la révolution bourgeoise. Incapable de réaliser le système des soviets, il est par-là même incapable de transformer radicalement la structure de la société bourgeoise et de son économie. Ce n'est pas le socialisme qu'il instaure, mais le capitalisme d'État.

9. Le bolchevisme n'est pas une étape de transition qui déboucherait ultérieurement sur la société socialiste. Dans le système des soviets, sans la révolution radicale et totale des hommes et des choses, il ne peut remplir l'exigence socialiste primordiale, qui est de mettre fin à l'aliénation humaine engendrée par le capitalisme. Il représente la dernière étape de la société bourgeoise, et non le premier pas vers une nouvelle société.

Ces neuf points fondent une opposition irréconciliable entre le bolchevisme et le socialisme. Ils illustrent avec toute la clarté nécessaire le caractère bourgeois du mouvement bolchevique et sa proche parenté avec le fascisme. Nationalisme, autoritarisme, centralisme, direction du chef, politique de pouvoir, règne de la terreur, dynamiques mécanistes, incapacité à socialiser — tous ces traits fondamentaux du fascisme existaient et existent dans le bolchevisme. Le fascisme n'est qu'une simple copie du bolchevisme. Pour cette raison, la lutte contre le fascisme doit commencer par la lutte contre le bolchevisme.



La 1ère édition des « Jours de la Culture » sur le thème de la BD s’est terminé lundi soir à 22h. Cinq jours chargés pour le ministre de la culture Sylvain Fonnragi qui a clos un événement très suivi de la part des frêceux. Les avatars et bannières en hommage à la BD ont fleuris sur le forum, et la manifestation se présente comme un incontestable succès. « Je vous remercie tous d’avoir partagé ensemble ce moment culturel » a conclu le ministre, « on peut remarquer que nos BD préférés ont marqué notre enfance, rappelant parfois des moments précis de notre vie. On s’identifiait quelque fois aux personnages où on les comparait avec nos proches. ». Car en effet, chacun a prit soin de présenter sa BD préféré, d’où une grande diversité, et de larges horizons : « Nous avons eu aussi l’occasion de connaître de nouvelles BD ou du moins peu connues (XIII, De cape et de Crocs, Thorgal

Aegirsson, Biggles...). C’était aussi le but, faire découvrir de nouvelles choses aux autres. ». L’enfance retrouvée, les bulles agissent en madeleine de Proust. Et le rythme n’y a pas manqué, avec pas moins de 16 présentations,

“ Je suis bien content que Sylvain en ait été le porteur, ça fera taire certains abrutis ”

du petit Spirou à Calvin et Hobbes, en passant par Picsou et l’irrésistible Gollib. Le Ministre avait lui même choisit Tintin et son fidèle Milou, le fameux détective/reporter de Hergé : « Mac Giver, à côté, c’est de la gnognotte ».

Une réussite unanimement applaudie par les clans politiques. A Alex Crawford de préciser « je suis bien content que Sylvain en ait été le porteur, ça fera taire certains abrutis. », « Tout ceux

qui ont eu un poste et qui pour montrer qu’ils existent savent faire meetings, conférences de presse, fiestas et autres... et qui finalement, n’ont jamais rien glandé pour leur pays... » qui découvre que les plus assistés sont souvent les plus hauts

placés, mais pour son pauvre cœur, on ne peut que se féliciter qu’il ne soit pas né fran-

çais. Une polémique qui n’a peut être pas finit de rebondir, mais n’entache en rien cette petite semaine culturelle.

« La seule chose que je peux trouver... dommage, c’est que le Président de la République ne s’est pas joint à cette manifestation. » avoue discrètement le Ministre de la culture, avant de se retourner dans ces bureaux.

Emile Kiropo